



DEFENDONS LES 35 HEURES ET NOS SALAIRES !

Raffarin, sans doute ragaillard de ne plus avoir Sarkozy en face de lui, semble vouloir mettre les bouchées doubles pour faire plaisir au Medef. Tenant une conférence de presse avec une brochette de ministres alignés derrière lui, il a, la semaine dernière, annoncé la façon dont il allait liquider les 35 heures. Jeudi, il lance son « Contrat pour la France 2005 », dont tout le monde connaît par avance le contenu : un catalogue de mesures favorables aux patrons.

DESTRUCTION SOCIALE

Raffarin s'attaque aux 35 heures par deux biais. D'abord il augmente le nombre d'heures supplémentaires autorisées de 180 à 220. Ensuite, il propose d'élargir la disposition permettant de transformer les jours de RTT en jours travaillés et payés. Et bien évidemment, Raffarin comme Seillière nous expliquent que tout cela sera négocié avec les syndicats, discuté avec les salariés et ne peut reposer que sur le volontariat.

Ils se fichent du monde. Comme si les salariés étaient en position de discuter tranquillement alors que la pression ne cesse de croître dans les entreprises, que chacun est dominé par la crainte du chômage, la menace du licenciement.

Ils se fichent du monde quand ils nous disent qu'il faut que les salariés qui le souhaitent puissent gagner plus. Ils utilisent tout simplement les bas salaires pour faire faire des heures supplémentaires au moindre coût.

Toute la politique du patronat et du gouvernement exerce une pression croissante pour faire baisser le coût du travail.

POUR UNE AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES

Pour s'attaquer aux salaires, un moyen utilisé par tous les gouvernements est de montrer l'exemple chez les fonctionnaires. La semaine dernière, des mouvements ont eu lieu dans la fonction publique pour protester contre le 0,5 % d'augmentation que le gouvernement leur a concédé. Et pour plier les fonctionnaires à leur politique, les ministres multiplient les attaques démagogiques et méprisantes. « Nul ne peut prétendre être installé à vie dans un statut que son mérite ne justifie plus », « à l'assistanat et au nivellement », déclarait, il y a peu, Sarkozy. Pour

faire accepter la baisse générale du pouvoir d'achat, les ministres nous vantent le salaire au mérite, l'esprit d'initiative et autres baratins.

Ils prétendent aussi lutter contre la vie chère.

Pour lutter contre la baisse du pouvoir d'achat, il n'y a qu'une méthode : augmenter les salaires de l'ensemble des salariés du privé comme du public.

Les entreprises françaises se vantent d'avoir fait 8 milliards d'euros de profits sur le seul dernier trimestre, c'est à l'ensemble des salariés que devraient revenir les fruits de leur travail.

ORGANISER LA RIPOSTE

Bernard Thibault dénonçant ce qu'il appelle « la mort des trente cinq heures » disait : « Si ce gouvernement, très impopulaire sur sa politique économique et sociale, se croit en capacité d'imposer ce type de réforme...c'est aussi qu'il a remarqué que les syndicats avaient un peu les pieds dans le ciment. »

Il était difficile de ne pas le remarquer !

Pourtant, patronat et gouvernement ne laissent, de toute évidence, pas d'autre choix que la lutte pour faire entendre les droits du monde du travail.

Défendre les 35 heures, lutter contre le chômage, défendre les salaires est l'affaire de l'ensemble des salariés. Les organisations syndicales devraient s'unir pour proposer d'organiser une riposte d'ensemble, au lieu de laisser chacun isolé dans son entreprise ou son bureau.

C'est l'organisation de cette lutte collective qu'il faut préparer, car c'est elle, et elle seule, qui pourra faire entendre raison à ce gouvernement rejeté par l'opinion.

Il est possible de le faire reculer !

Le 13/12/04

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :